Prise de position du Groupe parlementaire socialiste – Comptes de l'Etat 2024

Merci Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Chères et chers collègues,

Les comptes 2024 de l'État jurassien nous sont soumis avec soulagement, et, fort heureusement sans triomphalisme. On nous parle de rigueur. On nous parle d'équilibre. On nous parle de maîtrise. Des vocables auxquels nous ne pouvons et ne voulons pas nous habituer. Car ces mots – respectables en apparence – sous-entendent des réalités sociales et humaines actuelles et à venir que le groupe parlementaire PS ne sauraient passer sous silence.

Car soyons clairs : ce quasi-équilibre comptable a été atteint au prix de nombreux efforts voire de sacrifices. Il ne s'agit pas d'une victoire financière, mais d'un choix politique. Il s'agit avant tout d'une victoire d'une certaine austérité que d'aucuns dans cette salle prétendront douce et lissée dans le temps. De notre point de vue, il n'existe pas de petite ou de grande austérité.

Le déficit de 3,6 millions est donc contenu, mais il est le résultat d'un effort conséquent. Le Plan équilibre 22–26 a en effet généré 33 millions d'économies. Cela signifie autant de réductions budgétaires dans les services publics, les prestations et les conditions de travail dans le secteur public. Des conditions de travail qui, dans ce contexte, ne font que se détériorer depuis plusieurs années.

Mesdames et Messieurs, chères et chers collègues, le groupe socialiste ne conteste pas la nécessité de gérer les finances publiques avec sérieux. Mais nous rejetons l'idée selon laquelle l'équilibre budgétaire serait une fin en soi, supérieure à la justice sociale, à la solidarité et à la dignité humaine. L'an dernier, au même moment au même endroit, j'affirmais qu'économiser de l'argent en grattant les fonds de tiroir et en culpabilisant celles et ceux qui sont au service du peuple jurassien ne constituait pas un projet de société.

Force est de constater que ce sentiment s'est renforcé. Il est patent que le non-versement des parts de la BNS a donné l'estocade ultime. Mais nous pourrions parler ou plutôt reparler du régime péréquatif fédéral, qui refuse de prendre en compte les réalités de notre coin de pays. Une imposition rectifiée des bénéfices des entreprises constitue également une piste de réflexion à exploiter. Une remise en question du contraignant mécanisme de frein à l'endettement ne doit pas non plus être un sujet tabou. Dans son manifeste paru l'an dernier, le groupe PS a émis toute une série de pistes, reprise pour la plupart dans ce cénacle, à travers plusieurs interventions pas toutes, et de loin, suivies par ce Parlement. Nous prenons acte.

Nous croyons et continuerons de croire que le rôle d'un État, surtout dans un canton périphérique et campagnard comme le nôtre, est de protéger, d'investir, de redistribuer. C'est cela qui fait sens. Or, les comptes 2024 nous montrent un État qui économise au lieu d'assumer ses responsabilités. Qui garde la tête hors de l'eau certes. Mais qui ne peut retrouver son souffle et maintenir le cap dans ses conditions.

Nous invitons donc le Gouvernement et le Parlement à revoir la trajectoire budgétaire pour les années à venir. Il est temps de sortir d'une logique purement comptable et de replacer l'humain, le social et l'environnement au centre de nos politiques publiques.

Qui paye ses dettes s'enrichit, entendons-nous à tout va dans ce cénacle. Notre lecture est fondamentalement différente et tend vers une approche audacieuse, proactive et innovante de la gestion d'un état. Insuffler du positivisme pour les générations futures ne doit pas être qu'une vue de l'esprit.

Le groupe PS acceptera les comptes de l'Etat. Nous tenons à cet égard à remercier Madame la ministre des Finances Rosalie Beuret Siess et les services cantonaux pour l'ensemble du travail fourni en 2024, dans ce contexte pour le moins contraint. Mais c'est justement à cause de cette pression que nous devons, ici, dans ce Parlement, hausser le ton et défendre une autre vision : celle d'un Jura qui ne compte pas ses francs au détriment des salariés de la fonction publique et de la justice sociale.

Je vous remercie de votre bienveillante attention.

Patrick Cerf